

MESSIEURS LES AUTORITÉS DES INSTITUTIONS JURASSIENNES,

Messieurs les autorités des différentes régions de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie,

Mesdames et Messieurs les parlementaires

Mesdames Messieurs...

Je me joins aux remerciements déjà prononcés par mes collègues pour l'accueil chaleureux qui nous est fait à l'occasion de la 32^{ème} assemblée régionale Europe.

Le président du Congrès, Mr Roch Wamytan, a tenu à associer à ce rendez-vous international et interparlementaire, les groupes politiques dirigeants de notre pays, et je voudrais ici lui témoigner la reconnaissance et la gratitude du jeune mouvement politique calédonien auquel j'appartiens, « L'EVEIL OCEANIEN », Merci cher président et collègue pour ce geste d'ouverture, et cet esprit de partages.

Je suis Veylma FALAEO, calédonienne d'origine wallisienne et futunienne, jeune élue, au congrès de la NC appartenant au mouvement politique – L'EVEIL OCEANIEN – qui a fait son irruption lors des élections provinciales de mai 2019 en se plaçant entre les deux grandes mouvances politiques du pays : Indépendantistes et Non Indépendantistes ou Loyalistes.

Dans le Pacifique, à l'autre bout du monde, dans un environnement majoritairement anglophone, nous sommes un peu plus de 500 000 locuteurs francophones dans les collectivités de l'outremer français. Eléments

fondamentaux et certains de nos identités, nos langues vernaculaires ne nous permettent pourtant pas de communiquer entre nous : 32 dialectes kanak cohabitent aux côtés du wallisien, du futunien, du tahitien du marquisien, du bichlamar, du vietnamien, du cantonnais, etc. C'est la langue française qui constitue le lien qui nous unit les uns aux autres, nous permet de communiquer entre nous, d'échanger, de nous connaître, de nous comprendre, d'avancer ensemble, et de vivre ensemble dans la paix. Et quelle que soit l'issue des prochains référendums sur l'avenir institutionnel de notre pays, le français demeurera la langue commune.

Savez-vous que le nom de la Nouvelle Calédonie a été donné à notre 'caillou' - comme nous l'appelons communément - par James Cook en 1776 qui le nomma ainsi car les paysages lui rappelaient son pays natal. Je vous rassure, seuls les paysages lui rappelaient l'Ecosse, pas le climat...

250 ans plus tard, l'Ecosse et la Nouvelle Calédonie, malgré des cheminements historiques sans aucun lien autre que James Cook, sans aucune relation politique, sont engagés dans des revendications d'autodétermination, poussées dans les deux cas par des hommes et des femmes politiques élus par leurs pairs.

Si je fais ce lien, c'est pour souligner que le droit à l'autodétermination est toujours au 21^{ème} siècle, au cœur des aspirations politiques de certaines régions du monde. Et au-delà des ombres et des lumières du passé, ces revendications s'exercent comme l'expression d'identités, de cultures, de

sensibilisés qui ont le sentiment d'avoir été ou d'être discriminés et dirigés dans leur expression, dans leur volonté d'émancipation, et qui cherchent au travers de la création d'une nouvelle entité politique indépendante à s'affranchir de tout ou partie des contraintes nées de l'histoire.

Aujourd'hui, la plupart de nos hommes et femmes politiques sont d'une génération qui n'a pas connu les guerres, tout comme ma génération n'a pas connu les événements de 1984 dans mon pays, et qui ont un regard différent sur la colonisation et l'expression du droit à l'autodétermination.

Sans ignorer les périodes les plus sombres du passé, le droit à l'autodétermination n'est plus forcément synonyme de ruptures ou de conflits. Mais comme l'expression d'une volonté de reconnaissance et d'une émancipation plus ou moins poussée, où souvent la culture doit prendre le pas sur le politique et sur l'économie pour que la fierté des peuples autochtones puisse s'exprimer en y associant tous ceux que l'histoire a conduit dans ces régions.

Les deux grands et historiques mouvements politiques de la NC - respectivement nommés « Les loyalistes » et « les indépendantistes » - ont signé les accords de Matignon et de Nouméa qui ont apporté 30 années de paix, de développement économique et de progrès social ... et pourtant, ils ne regardent pas dans la même direction.

NOUS SOMMES EN Océanie, et le concept d'assimilation de la République n'aurait pas de sens en NC, car la NC a été construite par plusieurs communautés, et ne pourra se construire sur des bonnes bases qu'en étant inclusive tout en laissant les communautés calédoniennes s'épanouir, cultiver leurs différences culturelles.

Toutefois la francophonie non seulement est notre ciment linguistique mais elle porte l'héritage d'une culture française, de Voltaire à Montesquieu, de Rousseau à Balzac, de Molière à Zola, de Tocqueville à Malraux en passant par Jaurès, d'esprits brillants mais toujours libres, qui nous donnent tous les éléments pour construire nos pays de demain sans exclure les citoyens d'hier et d'aujourd'hui.

En conclusion, en l'état actuel de la NC, et dans la perspective des 2 référendums en 2020 et 2022 des questions fondamentales se posent :

- L'identité calédonienne peut-elle englober l'identité kanak et les identités multiples issues des différentes communautés culturelles de la NC ?
- L'identité kanak peut-elle représenter le socle de développement de l'identité calédonienne ? Comment la citoyenneté calédonienne peut-elle germer dans un archipel composé de plusieurs communautés aux statuts juridiques différents, et avec des identités blessées ?
- Comment concilier le droit des Etats à l'unité et à la conservation, et le droit des peuples à la libre disposition ? Est-il possible de surmonter

l'antagonisme manifeste entre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et l'intégrité territoriale des Etats ?

Ku kau alofa atu, Māliā ! en clair, Je vous remercie dans ma langue maternelle...